



Mémoire sur le réseau de refuges et de maisons de transition qui desservent les femmes et leurs enfants affectés par la violence faite aux femmes et la violence par un partenaire intime

À l'intention des membres du Comité de la condition féminine (FEWO) de la Chambre des Communes,

Carrefour pour Elle est la première maison d'hébergement pour femmes en difficulté avec enfants à avoir ouvert ses portes au Québec en 1975. La mission de Carrefour pour Elle est d'aider et d'héberger les femmes victimes de violence conjugale et en difficulté, avec ou sans leurs enfants. Nos principaux objectifs sont d'assurer une sécurité physique et un soutien émotionnel aux femmes et enfants hébergés, d'aider les femmes et leurs enfants à s'affirmer et rompre avec leur vécu de violence dans une démarche de dévictimisation ainsi que faire des ateliers de sensibilisation.

En 43 ans, nous avons répondu à plus de **232 800 demandes de services** pour des femmes et avons hébergé **15 179 personnes**, dont 7 197 femmes et 7 982 enfants. Au cours des 5 dernières années, nous avons hébergé en moyenne 103 femmes et 105 enfants par année. Notre taux d'occupation de la dernière année a été de 97% et la durée moyenne du séjour de 35 jours. Notre territoire est situé principalement dans le Réseau local de santé Pierre-Boucher. À noter, il y a deux maisons d'hébergement sur le territoire de l'agglomération de Longueuil, la nôtre et le Pavillon Marguerite de Champlain.

Nos observations :

Comme l'ensemble des maisons d'aide et d'hébergement du Québec, nous faisons actuellement face à une triste réalité. À chaque année, plusieurs femmes font une demande d'hébergement dans notre ressource et se la voient refusée. **434 femmes** ont dû être référées à une autre ressource par manque de place ou parce que nous ne pouvions pas faire de dépannage pour les femmes seules ou encore, elles résidaient à l'intérieur du périmètre de sécurité. Ces femmes sont victimes de violences conjugale ou familiale et parfois même, de violences institutionnelles. Elles se retrouvent dans des situations de précarité et de vulnérabilité ainsi qu'elles sont à risque de vivre l'itinérance.

De plus, nous constatons que les femmes hébergées font des séjours plus longs en maison d'hébergement car leur situation est plus complexe et nécessite davantage de démarches. Nous pourrions noter que près de 20% des femmes hébergées sont issues de l'immigration récente et que parfois, leur statut d'immigration complexifie leur processus de dévictimisation. Aussi, plusieurs résidentes ont de la difficulté à se trouver un appartement faute de moyen économique et doivent attendre d'obtenir une place en Habitation loyer modique (HLM).

D'ailleurs, dans toute notre offre de service (écoute téléphonique, hébergement, rencontres éclair, suivis externes, etc.), nous avons vu au cours des 5 dernières années une augmentation fulgurante des demandes d'aide et de services. En parallèle à ce constat, il est important de mentionner que notre financement provincial du **Programme au soutien des organismes communautaires** n'a guère été indexé au fil des années. Depuis 2004, nous avons vu se creuser un manque à gagner de près de 200 000\$. La situation financière de notre

ressource est fragilisée par les choix des décideurs et cela a provoqué une restructuration de nos services en nous forçant à couper et même réduire certains services externes. Face à ce constat, il devient impossible de bonifier notre offre de services en hébergement. Quant à notre financement fédéral, du **Programme d'action communautaire pour les enfants**, il n'a reçu qu'une seule indexation depuis 1995. Ceci nous a obligées à diminuer considérablement au cours des années les heures d'intervention familiale de notre programme offert à l'externe.

Recommandations :

Notre maison d'hébergement a impérativement besoin d'une consolidation de son financement à la mission de base afin d'assurer et même, bonifier, l'offre de services actuelle. Par exemple, un rehaussement significatif de notre financement nous permettrait d'offrir davantage de services à l'externe. Nous pourrions ainsi offrir du suivi individuel ou davantage de groupes de soutien et de conscientisation pour les femmes non hébergées.

Permettre l'agrandissement de notre maison d'hébergement si nous recevions un financement substantiel pour mettre en place un processus de planification, de réalisation et de mise en œuvre. Notre maison pourrait envisager de construire un troisième étage sur la bâtisse actuelle et ainsi offrir 3 à 4 chambres supplémentaires. Pour cela, il faut financer la phase de planification stratégique, de conceptualisation et d'appel d'offres, les travaux de construction et de s'assurer de l'obtention d'un financement récurrent qui permettrait l'ajout de ressources humaines en matière d'intervention et d'entretien de la bâtisse.

Nous faisons également la recommandation de mettre en place sur notre territoire une nouvelle ressource deuxième étape à Longueuil. Ce bloc appartement supervisé et sécurisé permettrait à des femmes qui ont un besoin aigu de sécurité d'y résider pour une période d'une année. Les femmes seraient ainsi accompagnées et soutenues en attendant d'obtenir une place dans une Office municipale d'habitation. Ce projet devrait être concerté avec la communauté.

Une autre recommandation consisterait à mettre sur pied une ressource d'hébergement à moyen terme pour les femmes seules ayant des problématiques de consommation, de santé mentale et à risque d'itinérance. Des appartements supervisés administrés par une ressource existante du milieu seraient un ajout incontournable dans l'agglomération de Longueuil. Nous siégeons actuellement sur un comité de la Table itinérance Rive-sud avec divers partenaires communautaires et institutionnels afin de voir émerger ce projet fondamental.

Finalement, nous croyons dans l'importance d'accroître le nombre d'unités de logement social accessible pour les femmes victimes de violences conjugales. Qu'il s'agisse d'HLM, de coopératives d'habitation, d'OSBL d'habitation ou encore, de Programme de supplément au loyer, les besoins sont criants dans l'agglomération de Longueuil.

Merci de prendre en considération notre expertise et nos recommandations.

Marlène Poirier, Directrice générale
Marie-Christine Plante, Adjointe à la direction
Carrefour pour Elle
450-651-5800